

## RENCONTRE DE MARRAKECH SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

## Comment des partis algériens ont failli être piégés

**On en sait davantage sur la surprenante initiative d'un centre de recherche marocain qui entend organiser à Marrakech une conférence sur le Sahara occidental. Des partis politiques algériens contactés par l'institut en question ont accepté de s'exprimer sur la question levant ainsi une partie du voile sur un sujet épineux.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** Explications : il y a près d'un mois, une délégation du centre d'études et de recherches Bensaïd Aït Idder se rend à Alger pour prendre part à la cérémonie du 40<sup>e</sup> jour du défunt Aït-Ahmed. En marge de cette visite, cette délégation s'entretient avec des responsables politiques algériens auxquels elle fait part de son intention d'organiser une conférence internationale. Des invitations sont remises aux concernés. Les médias marocains s'emparent immédiatement de l'information et annoncent que des partis politiques algériens ont salué le projet du «forum portant sur le Sahara occidental présenté par le vieux militant marocain nationaliste Mohammed Bensaïd Aït Idder, membre du Parti socialiste unifié (PSU)».

La démarche est perçue comme une «première» au sein de la classe politique algérienne connue pour ses positions en faveur de l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui. Dans le pays, on craint des tentatives de division sur la question.

Les noms du FLN, du RCD, de Talaï El-Houriyat du FFS et de Jil Djadid sont cités par le centre Bensaïd.

Voilà cependant ce que nous a révélé hier et sans la moindre hésitation M. Kheldoun, le chargé de communication du FLN. «Nous avons effectivement rencontré des membres de cette délégation à l'occasion du 40<sup>e</sup> jour du décès de Aït-Ahmed. Une invitation nous a été remise, mais il est question d'un congrès ouvert à toutes les questions relatives au droit de l'Homme, à l'UMA (Union du Maghreb arabe), et bien au milieu de tous ces sujets, celui du Sahara occidental. A aucun moment, il ne nous été dit que cette conférence sera consacrée spécialement à cette question. Nous possédons d'ailleurs une copie de l'affiche.»

A la question de savoir si le FLN estimait avoir été victime d'un piège, M. Kheldoun répond «je vous ai dit ce qu'il en était, chacun peut faire la lecture qu'il veut». Pas de

réponse, par contre lorsqu'il s'agit de savoir si son parti allait prendre part à cette conférence : «Je ne le sais pas, nous n'avons pas encore l'information». Le centre de recherche et d'études marocain a-t-il tenté de piéger nos responsables politiques en noyant le dossier sensible du Sahara occidental dans un thème global ? Tout porte à le croire. Et tout porte à croire aussi qu'une partie des informations rendues publiques par ce centre de recherches a également pour objectif de forcer la main à certaines formations politiques.

Le RCD dont le nom a été évoqué à plusieurs reprises dément ainsi carrément l'information d'avoir rencontré des membres de la délégation conduite par Bensaïd. «Nous étions absents à la cérémonie de



Mohcen Belabbas, SG du RCD.

recueillement du 40<sup>e</sup> jour en raison d'un calendrier chargé. Nous ne les avons ni rencontrés, ni avons été informés ni invités. Nous ne savons rien de cette question», affirme M. Maâzouz, chargé de communication du RCD.

La même réponse est obtenue au niveau de Jil Djadid dont le nom est également évoqué côté maro-



Sofiane Djilali, SG de Jil Djadid.

cain. «Nous n'avons eu aucun contact et nous ne possédons aucune information à ce sujet», indique M. Sofiane Djilali. Pas d'éclairage cependant au niveau du parti de Benflis resté injoignable durant la journée d'hier.

Le FFS a été, quand à lui, très peu prolyxe sur le sujet. Au moment où nous les avons contactés, les

responsables de ce parti se trouvaient en réunion. Le chargé de la presse a, cependant, confirmé que l'invitation leur avait été effectivement transmise et qu'elle se trouvait actuellement à l'étude. «Le parti, dit-il, s'exprimera au moment opportun sur la question».

La fondation Bensaïd s'est-elle adonnée à un jeu malsain destiné à porter secours à son roi au moment où il se trouve en perte de vitesse sur le dossier du Sahara occidental ? Les réponses de nos partis politiques sont à même d'apporter l'éclairage voulu.

A l'inverse, on pourrait croire également que ce centre de recherche, dirigé par un célèbre opposant à Hassan II, a été en fait utilisé comme couverture par Mohammed VI pour mener son projet.

Un projet qui inclut naturellement les dirigeants sahraouis officiellement invités eux aussi à prendre part à une conférence qui s'apparente à un véritable marché aux dupes...

A. C.

## POUR AVOIR MENACÉ KAMEL DAOUD

## 6 mois de prison ferme requis contre Hamadache

**Hier, s'est tenu à Oran au tribunal Djamel-Eddine, le procès qui oppose le chroniqueur et écrivain Kamel Daoud à Abdelfattah Hamadache, chef du parti non agréé du Front de la sahwa islamique salafiste libre. Les faits remontent au 16 décembre 2014, lorsque le mis en cause dans cette affaire avait lancé un appel à l'Etat algérien pour appliquer la peine de mort contre le journaliste chroniqueur Kamel Daoud pour «apostasie et blasphème contre l'islam».**

**Amel Bentolba - Oran (Le Soir) -** Au tribunal, à quelques heures du début du procès qui a été enclenché suite à une plainte déposée par le journaliste accusant Hamadache d'avoir lancé «une fatwa pour son assassinat», seul Hamadache était présent (sans avocat) ; Kamel Daoud lui était représenté par son avocat M<sup>e</sup> Abderrezak Fodil.

Appelé à répondre aux accusations qui lui sont reprochées, Abdelfattah Hamadache parle avec détermination et sans regret en assumant ses propos et en précisant qu'il ne connaît pas personnellement son accusateur et qu'il n'a rien

contre lui, et qu'à aucun moment, il n'avait appelé au meurtre de Kamel Daoud. Il a affirmé avoir lancé un appel au gouvernement pour l'application de la sentence dans pareil cas d'«apostasie, d'insulte contre Dieu, l'islam, la langue arabe et les constantes nationales», dit-il.

A la question qui lui a été posée de savoir en quelle qualité il avait lancé cet appel, il dira qu'il a agi en tant que membre de la Ligue des Oulémas musulmans. Il dira à la cour «lorsque j'ai entendu les propos de Kamel Daoud insultant Dieu et l'islam, j'ai réagi, lui, il répond «je suis libre de m'exprimer, eh bien, moi aussi, je suis libre de m'exprimer».

S'exprimant en arabe classique et usant du français de temps à autre pour s'expliquer, il dira à la cour avoir contacté Kamel Daoud par le biais d'une chaîne de télévision privée afin qu'il accepte un débat. «Il a refusé, disant que ce sont ses idées et qu'il refuse de s'asseoir en face de moi». Pour l'avocat de la défense, l'appel lancé par l'accusé était une fatwa contre son client appelant à son assassinat. Il précisera que Kamel Daoud n'a, à aucun moment, insulté la religion. Son livre est, dit-il au contraire un livre qui défend l'Algérie.

De son côté, le procureur de la République s'est adressé à l'accusé en lui rappelant la loi 144-1 qui donne droit à tout citoyen de déposer plainte contre un autre citoyen qui blasphème

contre Dieu et la religion et le condamne entre 3 à 5 ans de prison, lui indiquant que s'il avait suivi la voie de la justice, il serait là en train de le défendre et non à l'accuser. Précisant à l'accusé qu'ayant proféré ses propos sur une chaîne de télévision, son appel a été vu par des milliers de personnes et qu'aux yeux de la loi, il s'agit là de menace de mort et que l'accusation est fondée. Suite à quoi, il a requis 6 mois de prison ferme et 50 000 DA d'amende contre l'accusé. Pour sa part, l'avocat de la défense a demandé le dinar symbolique et la réparation du préjudice moral. Comme dernier mot suite au réquisitoire, l'accusé dira «je n'ai pas froid aux yeux, si c'était une fatwa que j'avais lancée, je l'aurais assumée, j'ai juste demandé à l'Etat d'appliquer la Charia».

A sa sortie du tribunal, Abdelfattah Hamadache a déclaré à la presse que quel que soit le verdict, il ne sera pas équitable à son encontre et que selon le résultat, il fera appel, rappelant que lui-même a déposé une plainte contre Kamel Daoud pour apostasie et insulte contre Dieu et les principes nationaux. Il dira qu'une fois le procès intenté contre lui sera terminé, il relancera la procédure.

Le verdict opposant Kamel Daoud à Abdelfattah Hamadache a été mis en délibéré pour le 8 mars prochain.

A. B.

## CONFÉRENCE AUTOUR DE L'AVENIR DE LA LIBYE AU SIÈGE DU QUOTIDIEN LE PEUPLE

## «L'intérêt de l'Algérie est qu'une solution pacifique soit trouvée»

**Liess Boukra, le directeur général de l'Institut national des études stratégiques globales, a animé une conférence hier au siège du quotidien Le Peuple lors de laquelle il a évoqué les racines du conflit libyen. «Aujourd'hui, on ne peut plus parler de conflits simples à l'échelle locale. Il existe, désormais, ce que je nomme des «complexes polémogènes», affirme-t-il.**

Citant l'exemple de la Syrie, la Libye est soumise, selon le docteur Boukra, à une pression occidentale dont l'intérêt est de rétablir son hégémonie coloniale au niveau des régions où les ressources en matières premières sont nombreuses et au coût moindre. C'est le cas, selon le chercheur de l'INESG de l'Afrique et du monde arabe où

l'on remarque la multiplication des conflits dont les raisons vont au-delà des problématiques internes sociétales, ethniques ou religieuses. L'intérêt, donc, pour les leaders occidentaux est de maintenir des Etats-nations faibles voire inexistants sur ces deux zones afin de pouvoir redonner vie à leur économie capitaliste vorace.

«Seule l'Algérie est pour une solution pacifique», affirme Liess Boukra pour qui le courant dominant en Occident n'est pas pour la paix en Libye. Quant aux pays de la région nord-africaine, les stratégies sont différentes mais la position est la même : aucune volonté claire de trouver une solution pacifique au conflit.

**Pas d'imminence d'une intervention militaire étrangère**

Vu la conjoncture mondiale actuelle, les différentes puissances étrangères ne sont pas prêtes à intervenir militairement, selon le docteur en sciences sociales.

La Russie, qui avec le conflit syrien s'impose comme un acteur majeur sur la scène internationale, est préoccupée par le front qu'elle mène au profit de Bachar El Assad. Quant aux Etats-Unis, une décision internationale majeure n'est pas envisageable à la veille d'élections présidentielles de grande importance vis-à-vis de la nouvelle politique étrangère de la Maison Blanche.

Enfin, Les deux nations européennes à l'influence historique hors de leurs frontières, sont au-devant de deux problématiques majeures : Le Brexit pour la Grande-Bretagne et les difficultés de la politique intérieure du gouvernement Hollande pour la France.

Pour intervenir efficacement en faveur d'une issue pacifique au conflit libyen, l'ancien directeur adjoint du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (Caert) préconise une alliance de l'Algérie avec des partenaires dont l'objectif est le même : éviter l'embrasement du pays et la propagation des cellules terroristes en Libye et au-delà de ses frontières. Aucun pays ne peut assumer seul une intervention quelle qu'elle soit dans un dossier dont la portée est internationale d'après Liess Boukra. Quid des partenaires potentiels de l'Algérie pour mettre fin à cette menace aux portes de nos frontières.

Rafik Aïouaz